

TRIBUNE DE L'IMMIGRATION



EDITORIAL

Cette VII^e Conférence Nationale de l'Immigration ne sera pas banale, j'en suis convaincu.

D'abord parce qu'elle est un prolongement naturel du 44^e Congrès. La CGT ambitionne d'être le syndicat de tous et de chacun, de construire toute son activité en partant des salariés tels qu'ils sont, de leurs besoins, de leurs spécificités, leurs diversités ; de tout faire pour être chaque jour davantage le syndicat "de la fiche de paie", celui dans lequel les salariés de toutes races, sexes, catégories ont confiance pour défendre sans compromission leurs revendications ; d'agir avec encore plus de persévérance pour solidariser et unir les salariés dans des luttes convergentes et communes, alors que tout est fait pour les diviser, les opposer et faire monter toute la gamme des intolérances.

Ensuite, parce que l'actualité avec la ratification de l'accord de Maastricht, son contenu négatif pour tous les salariés, nationaux et immigrés, et les dangers qu'il fait peser sur l'avenir de la France, peut être aussi un élément nourrissant les tensions racistes, si nous n'amenons pas toutes les informations et explications. Enfin, parce que tout simplement, nous sommes la CGT, avec ses traditions de solidarité internationale et antiraciste.

Dans cette période tourmentée dans le monde entier, la CGT tient comme à la prunelle de ses yeux à ses valeurs de fraternité, d'égalité, de solidarité entre tous les êtres humains.

Ce ne sont pas de l'assistantat ou de bonnes paroles périodiques dont ont besoin les immigrés ; plutôt une activité permanente de toutes les structures de la CGT leur donnant les moyens d'assumer eux-mêmes, dans la CGT avec la solidarité des autres salariés, la défense de leurs revendications. Voici la voie du 44^e Congrès que la CGT souhaite faire vivre en grand, dans la transparence, dans la démocratie, avec les travailleurs immigrés. Cette CGT là vaut le coup qu'on s'y donne à fond. Débat et réponse à votre VII^e Conférence Nationale.



Fraternellement

Louis VIANNET

Secrétaire Général
de la CGT



Sommaire

- La CGT toujours présente... p. 4
- Contribution de la CGT aux travaux du Haut Conseil à l'Intégration p. 2
- L'immigration en Haute-Garonne p. 6
- Le combat contre la dette p. 9
- La 7^e Conférence de l'Immigration p. 10
- Déroulement des travaux p. 11
- Ecrits en diverses langues p. 13-14
- Appel à la solidarité chez Sodal p. 15
- 14 juin : Manifestation pour la Paix p. 15
- La fédération de la Construction p. 16
- L'Union Départementale du Rhône p. 17
- Le 1er mai 1992 p. 18

La CGT TOUJOURS



Les Pionniers de France, mouvement d'enfants et d'éducation, de formation de cadres du secteur de l'enfance, de lutte pour que les enfants vivent une vraie vie d'enfants, avaient tenu leur 20^e Congrès les 18, 19, 20 avril 1992 à Villejuif (94). Deux temps forts du Congrès :

- Des forums
- Un débat central.

La CGT était invitée à ce congrès et particulièrement au Forum.

Nous y avons pris place en tant qu'animateurs du Forum qui nous avait été désigné, à savoir : Le racisme, nationalisme, intégrisme, éducation des enfants. Evidemment il fallait répondre aux questions que soulèvent ces fléaux,

à partir de leurs causes morales, économiques, sociales, indiquer avec exactitude les conséquences qu'ils engendrent sur la vie des enfants et leur avenir, et finalement dire les moyens d'intervention, les solutions.

Nous avons démontré que les causes, l'aggravation et la montée du racisme résident dans la crise générale et durable du système capitaliste. Nous avons ciblé l'entreprise comme le lieu par excellence des contradictions et luttes à la fois pour les parents, les immigrés, les français bien sûr, tous les travailleurs, et pour les enfants, qui plus tard seront appelés à y travailler, en quelque sorte remplacer leurs père et mère. Nous avons mis en lumière là où réside, là où s'exprime le racisme : à l'embauche (carte de séjour, et dans certains cas le casier judiciaire) la formation, les conditions de travail (travaux pénibles, dangereux, sales le plus souvent réservés aux immigrés). Les salaires (beaucoup d'immigrés sont mal payés), le logement avec le fameux quota qui fait penser à l'Afrique du Sud.

PRESENTE là où il faut



Nous avons montré le lien étroit entre cette situation sociale des parents et l'éducation des enfants, pour mieux comprendre et blâmer l'éducation à plusieurs vitesses dans telle ou telle famille -pauvre ou riche - ou immigrée; etc. Nous avons montré que le racisme est une réalité d'aujourd'hui en France, une réalité indiscutable à partir de l'existence du parti FN, de ses activités et discours et un chef d'orchestre J.M. Le Pen et de l'autre côté, les syndicats, associations anti-racistes avec la CGT et sa commission nationale sur l'immigration.

En guise de solution, nous avons proposé la démystification de Le Pen à l'école et à partir de ce qu'il proclame :

- Des formules magiques : les français d'abord
- Des évidences primaires : un français est un français
- Des tautologies , des sous-entendus ennuyeux : les immigrés sont les immigrés, les musulmans sont les musulmans, les arabes sont les arabes, etc.

- Des affirmations gratuites : l'insécurité, le chômage, l'échec scolaire ce sont les immigrés.

Partout doit jouer la solidarité entre les travailleurs français et immigrés, pour les mêmes droits et contre l'ennemi commun : le capital. Chez Le Pen, il n'y a pas que le racisme ; il y a aussi la défense des intérêts des forces d'argent, l'exploitation et l'oppression du monde du travail.

Samuel Bitanga

CONTRIBUTION DE DU HAUT CONSEIL

La CGT milite pour une insertion harmonieuse des travailleurs immigrés et de leurs familles dans la population, dans la vie économique, sociale et culturelle.

Cette insertion, qui ne peut être qu'un élément dynamique pour une nouvelle croissance, suppose principalement :

- l'élimination de toutes discriminations à leur égard, dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de sexe, de langue, d'opinions philosophiques ou religieuses, tels que garantis par la Constitution.

- La satisfaction de leurs droits sociaux, économiques, et culturels, indispensables à leur dignité et au libre développement de leur personnalité.

Ainsi peut s'opérer une réelle intégration de toutes celles et ceux qui font le choix de demeurer en France et à fortiori, qui y sont nés. Avec d'autres, nous partageons l'opinion que l'emploi, son droit, sa garantie, sa stabilité et la formation des hommes et des femmes en constituent le facteur déterminant. Et il est heureux que le Haut Conseil en fasse l'objet du prochain rapport.

A notre connaissance, la situation des immigrés a

évolué au cours de la dernière décennie, ne serait-ce que du fait qu'une grande partie d'entre-eux s'est installée en France, mais il ne faut pas trop vite en déduire qu'elle s'est améliorée.

Les statistiques que publie régulièrement le ministère du Travail sur la main d'œuvre étrangère en France montrent qu'il y a eu un redéploiement des travailleurs immigrés entre différents secteurs d'activité comme entre les différents métiers ou les différentes qualifications. La part des salariés étrangers a significativement régressé dans les activités où ils étaient traditionnellement employés (l'industrie du bâtiment et le génie civil) au profit des services, et leur qualification a augmenté (diminution de la part des ouvriers au profit des autres catégories et dans la catégorie ouvrier, augmentation de la part des ouvriers qualifiés). Il ne faut pas cependant se laisser aller à beaucoup d'optimisme. Moins de travailleurs immigrés se trouvent contraints aux tâches pénibles de la fonderie au travail répétitif des ateliers de montage, au risque d'accident sur les chantiers, mais ils ne sont pas devenus des "cols blancs" : entretien, nettoyage industriel, gardiennage etc. autant d'emplois au statut précaire au contenu peu enrichissant, qui leur sont "réservés" (...)



Mais toutes ces transformations du travail immigré, se rattachent d'une manière ou d'une autre à la tendance générale à la réduction de l'emploi des étrangers, laquelle s'exprimait déjà dans l'augmentation des taux de chômage.

Ce n'est pas par hasard que l'on constate que les entreprises font moins appel à la main d'œuvre étrangère aujourd'hui. De 12 % en 1973 le pourcentage des étrangers dans l'ensemble des salariés

LA CGT AUX TRAVAUX A L'INTEGRATION

privent les immigrés de leurs "atouts". Il n'y a plus de raison de les rechercher. A eux de se débrouiller. C'est sur cette base qu'on peut dire que la discrimination est devenue "passive".

Pour le plein emploi du monde du travail

Avoir un emploi constitue dans notre société un besoin essentiel pour vivre et avoir une pleine existence sociale.

Avoir le droit à l'emploi pour tous ne doit pas être simplement reconnu par la Constitution ; il doit devenir une réalité pour chacun. La réalisation effective et durable du plein emploi est, pour la CGT, le moyen et l'objectif pour promouvoir le développement économique et social.

Cette réalisation répond à une double exigence : celle d'une lutte active contre les exclusions sociales de toute nature et les inégalités qu'elles nourrissent ; celle d'une mise en valeur des atouts et potentiels économiques et sociaux dont dispose notre pays. (...)

Aucun individu ne peut être laissé à l'écart, exclus ou employé dans des conditions nuisant à l'efficacité sociale de son activité et dégradant ses conditions de vie et de travail. Les hommes et les femmes sans emploi ou privés d'emploi doivent pouvoir bénéficier en permanence des droits et garanties leur permettant de vivre décemment, d'accéder

à un emploi et de pouvoir participer pleinement à la vie sociale. (...)

La modernisation économique et sociale doit être fondée sur la création et la promotion d'emplois stables requérant des salariés qualifiés, bien rémunérés et disposant de bonnes conditions de travail. Des salariés ayant des statuts et garanties sociaux et économiques, individuels et collectifs, de haut niveau, peuvent assurer un engagement professionnel contribuant à construire un développement efficace des activités industrielles et de services. (...)

Pour la CGT, l'action revendicative est le moyen d'orienter à tous les niveaux des choix et des critères de décisions en faveur d'une mobilisation et une utilisation des potentiels humains et des moyens matériels, technologiques ou financiers, au service des besoins. (...)

En conclusion, nous affirmons clairement que pour construire des solutions durables au problème de l'intégration, pour combattre l'exclusion et ainsi faire barrage au germe du racisme et de la xénophobie, des stratégies et des politiques totalement différentes engageant l'économie française sur la voie du plein emploi forment des exigences particulièrement urgentes d'aujourd'hui.

L'immigration en Haute-Garonne :

Un élan nouveau



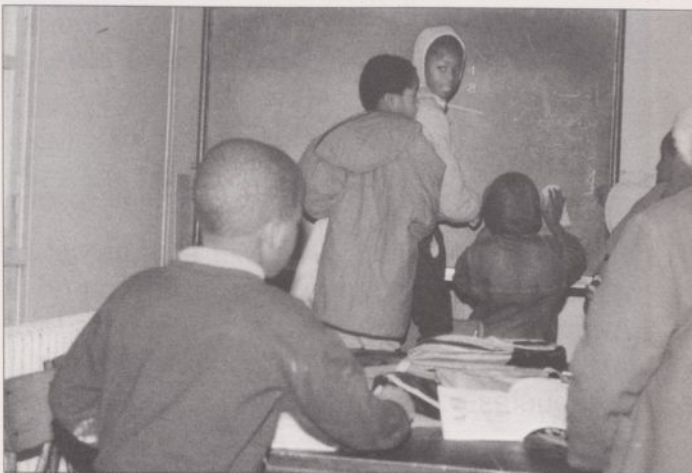
La conférence départementale sur l'immigration et le racisme du 14 avril 1992 sous la présidence de Joaquim Miranda, responsable de l'immigration de l'UD CGT 31, et la présence de Jean Bellanger, responsable confédéral de l'Immigration et René Petit, chargé de Mission du FAS et autres responsables de l'UD CGT, a été l'occasion de donner un élan nouveau pour la défense de l'immigré contre la spoliation de ses droits et pour une lutte efficace contre le racisme. Cette conférence qui s'est déroulée au CE de la SNCF

Matabiau, a regroupé une cinquantaine de personnes, tous ayant une responsabilité, soit au niveau de l'UD CGT, soit au sein de leur entreprise.

Introduisant la conférence, Joaquim Miranda dit en substance :

"L'immigration compte beaucoup pour la CGT, mais il faut faire plus pour mieux connaître, mieux agir, avec le plus grand nombre."

Il suggère de soumettre au débat quelques points importants :



- l'emploi
- les élections prud'homales
- l'Europe 93
- la syndicalisation

Concernant le problème du racisme qui frappe de plein fouet les immigrés dits "hors communautaires", il indique :

"Le racisme n'est plus seulement à notre porte, il est là, devant nous, face à nous... Il faut le dire clairement, il est intolérable que le racisme soit accepté dans l'entreprise et le combat syndical doit clairement l'exprimer comme une valeur essentielle de la solidarité des salariés."

C'est ensuite au tour de Jean Bellanger d'intervenir. Pour lui :

"L'autonomie du FAS doit être affirmée face aux tutelles du gouvernement pour mener à bien sa tâche spécifique vis à vis de l'insertion des populations immigrées et leurs familles. L'Etat ne peut dégager ses propres responsabilités sur le Fonds d'Action Sociale en matière d'insertion. Chaque ministère concerné ne peut se dérober. Ainsi, en est-il notamment de ceux de l'Education Nationale, de la Ville, du Travail et du Logement. Le Fonds d'Action Sociale doit jouer pleinement son rôle spécifique en supprimant les obstacles au "Droit commun", tant pour la formation, la qualification, que le logement des immigrés."

Monsieur René Petit, quant à lui, a expliqué longuement le rôle du FAS et a cité quelques unes de ses difficultés, notamment financières, pour faire face à la mission qui lui est dévolue.



Jean Luc Ros, responsable du secteur social logement du secteur cadre de vie de la CGT, a souligné que le problème du logement n'était pas spécifique aux immigrés, mais dans la situation actuelle, c'était quand même eux les premiers touchés.

"En effet, dans notre département, il y a 3,3 logements pour 100 habitants, alors que la moyenne en France est de 6 logements pour 100 habitants, ce qui est déjà insuffisant par le chiffre lui-même. L'autre danger vient de la transformation de l'OPHLM en OPAC (Office Public d'Aménagement et de Construction). En effet, cet OPHLM dans notre ville, joue un rôle régulateur des loyers. En le transformant en OPAC, c'est la privatisation d'un service public qui ne jouera plus le rôle de régulateur."

Déjà Toulouse est la 5^e ville de France où les loyers du secteur privé sont les plus chers.

C'est au niveau de l'OPHLM qu'il y a le plus de travailleurs immigrés. Qu'en adviendra-t-il demain ? La réduction du 1% logement (ramené à 0,45%) a de lourdes conséquences sur la construction des logements sociaux et de l'emploi dans le bâtiment"

Nos propositions :

- Non à la transformation de l'OPHLM en OPAC
- Retour intégral au 1% logement pour tous les salariés, quels que soient leur nombre et leur nationalité.
- Une véritable transparence de l'utilisation du 1/9^e (logement des travailleurs immigrés) et mise en place de la commission départementale du logement des immigrés.

Suite de l'article p. 8

D'autres intervenants ont dit notamment :

"Comment s'adresser à ces travailleurs dans les entreprises, car dans mon entreprise, il y a beaucoup de nationalités ?

"Si je suis venu aujourd'hui, c'est pour essayer de comprendre et trouver ensemble des solutions."...

Un consensus s'est établi autour du vote massif de l'appel des luttes immédiates pour l'égalité des droits et des devoirs des travailleurs immigrés.

Des axes prioritaires ont été déterminés :

- Action sur le problème du logement
- Campagne pour que les travailleurs immigrés soient éligibles aux Prud'hommes. De ce fait, une pétition sera lancée à partir du 1er mai 1992.

Durant la conférence, 7 abonnements à la "Tribune" ont été réalisés. La poursuite de cette initiative doit se concrétiser dans les entreprises par des débats, par la diffusion de la "Tribune de l'Immigration" et par la désignation des délégués pour la 7^e Conférence de l'Immigration.



Les luttes des originaires de l'Outre-Mer et celles des immigrés intimement et objectivement liées

Les originaires de l'Outre-Mer et leurs collègues de l'hexagone ont mille raisons de mener des luttes convergentes pour la défense des garanties collectives, les conquêtes sociales, la dignité du salarié.

Ils ont autant de raisons d'être la main dans la main dans l'action avec les immigrés.

En effet, les salariés originaires de l'Outre-Mer ne rentrent dans aucune catégorie traditionnelle telle que nous les entendons. Ces salariés sont soumis, comme tous les salariés à l'agression contre leur salaire, leurs conditions de travail et d'emploi.

En même temps, ils rencontrent des problèmes raciaux et de logement et ont de fortes aspirations culturelles à rester en relation avec leur pays d'origine.

Aller au pays pour maintenir les liens familiaux, pour se ressourcer est pour eux une nécessité. Malheureusement, du fait des difficultés de plus en plus grandes, rencontrées, les originaires de l'Outre-Mer ont de plus en plus de mal à retourner dans leur pays.

Bien qu'étant de nationalité française, ils servent, comme la majorité des immigrés, de boucs-émissaires et sont victimes des conséquences des divisions entre travailleurs. Situation créée par la crise et les activismes politiques.

Ils ont donc un rôle commun non négligeable à jouer : être l'un des moteurs œuvrant pour l'obtention de l'égalité des droits, contre le racisme, pour de véritables coopérations et un autre ordre économique.

Jocelaine Loussa Chipotel

Intensifications encore plus le combat contre la dette

Le développement économique inégal dans le monde que nous vivons est l'un des traits caractéristiques de la réalité de nos jours. La course effrénée aux profits - pas n'importe lesquels mais surtout le profit maximum - est à l'origine de divers maux dont souffre la société toute entière.

Non seulement on assiste à l'abandon des secteurs industriels déclarés non rentables, mais aussi des villes et des pays périphériques.

Cette marginalisation économique, sociale, politique, culturelle des villes des pays capitalistes, des pays du tiers monde n'est pas sans intérêt pour les profiteurs, les décideurs du développement économique.

Ainsi, des travailleurs de tous ces pays capitalistes sont frappés de plein fouet par le chômage, se clochardisent et perdant tous leurs droits sociaux (en "fin de droit").

Dans tous les cas et de façon invariable, la marginalisation des pays du tiers monde est accompagnée de l'enrichissement des pays développés. Le prix des matières premières ou des produits semi-finis est fixé par les mêmes capitalistes, en même temps qu'ils déterminent et imposent celui des marchandises qu'ils vendent aux pays pauvres.

Tout a été mis en œuvre, dans les institutions financières mondiales, couronnées par les plus riches, pour rançonner, défavoriser les pays pauvres et légitimer leur exploitation par ce biais. La plupart des pays africains longtemps colonisés ont été ou sont encore sous



le contrôle de la domination de la France par divers moyens : accords privilégiés militaires, économiques, monétaires, politiques, culturels. On comprend facilement que dès lors, l'ordre économique soit déséquilibré, injuste et par conséquent doit être transformé. Cette transformation visant l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial suppose que soit formulée la vision d'une structure internationale plus démocratique, capable de donner aux changements sociaux, politiques et économiques une orientation dans l'intérêt de l'humanité toute entière et que cette vision soit adoptée dans le cadre d'un accord international.

Suite de l'article p. 12

Déroulement des travaux

JEUDI 11 JUIN 1992

8h30 - 9h15	Accueil des délégués
9h30	Rapport d'ouverture - <i>Jean Bellanger</i>
10h30	information et décision sur le déroulement de la 7 ^e Conférence
10h45 à 13h	Repas
13h - 14h30	Débat général
18h à 21h	Réception fraternelle des associations et personnalités avec les délégués. Intervention de Louis Viannet, Secrétaire général de la CGT. Animation musicale avec divers groupes

VENDREDI 12 JUIN 1992

8h30	Reprise du débat général
11h30	Intervention du secrétariat du secteur sur les enseignements de la discussion et les lignes directrices de notre activité.
13h30	<i>Intervention de André Deluchat, Secrétaire confédéral, qui clôturera les travaux</i>
13h45	Repas fraternel à l'occasion de la clôture et de la fête de "l'Aïd El Kébir".

60 F

ABONNEMENT A LA TRIBUNE DE L'IMMIGRATION : 1 an

NOM :

Prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville

Ci-joint un chèque de **60 F** à l'ordre de "**La Tribune**" pour recevoir pendant toute l'année la revue à mon domicile.

Bulletin à retourner : La Tribune de l'Immigration - Case 432 - 263, rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex

La 7^e conférence n'est pas un feu de paille

La 7^e Conférence est commencée depuis plusieurs semaines dans la mesure où les syndicats, les unions locales, les unions départementales, les régions, les fédérations s'interrogent sur la place qu'occupe l'immigration dans leurs préoccupations.

Tous les thèmes de la Tribune "Spécial 7^e conférence" d'avril 1992 ne seront pas traités, loin s'en faut, dans la Conférence de Montreuil. En effet, nous avons décidé de centrer toutes nos réflexions dans le prolongement du 44^e Congrès sur un seul thème :

"La CGT qu'il nous faut et les militants dont la CGT a besoin pour réaliser ses objectifs."

Echange fraternel

La 7^e Conférence doit être un lieu d'échange. Les rencontres amicales et fraternelles seront nombreuses et souvent informelles durant les repas, les pauses et la réception des associations et personnalités.

Contenu riche et varié

La 7^e Conférence doit être un temps fort de réflexion sur le vécu spécifique et varié de chaque délégué militant dans son entreprise.

Il serait bon que les interventions préparées, prononcées ou non, puissent être déposées au Bureau de la Conférence afin que soient publiés les Actes de la Conférence.

Affirmation claire des positions de la CGT

La 7^e Conférence, œuvre interne de la CGT, sera également un moment fort, même s'il est bref, de contacts avec celles et ceux que nous rencontrons sur le terrain : Le milieu associatif immigré dans sa diversité ; le milieu associatif de solidarité : le MRAP, la Ligue des Droits de l'Homme, le GISTI, SOS Racisme : les autres syndicats et les élus de la région parisienne.

Ce sera l'occasion, comme nous le faisons régulièrement, de rappeler nos convergences et nos complémentarités sans, pour autant, rien renier à nos exigences syndicales de classe.

Célébration de la fête

La 7^e Conférence sera aussi un moment de fête, heureux que nous sommes en ce temps de l'Aïd El Kebir de nous retrouver fraternellement pour une tâche difficile souvent, mais combien motivante.

Jean Bellanger
Responsable du Secteur Salariés Migrants



Suite de l'article p. 9

Mais le plus urgent est la dette. Ensemble intensifions le combat contre la dette, pour son annulation.

Tout le monde sait le poids de cette dette sur l'économie et la vie sociale des peuples et des pays du Tiers-Monde. Plus de 1 340 milliards en 1991. Beaucoup de ces pays ne sont pas solvables.

Il n'est pas trop exagéré de le dire et le redire, la responsabilité des pays les plus riches est pleinement engagée parce qu'ils dictent leur loi et conditions aux plus pauvres. Elle l'est d'autant plus que, pris dans les mailles des conflits d'intérêts, des volontés de domination et de contradictions notamment monétaires, ils enfoncez les pays du Tiers-Monde dans le sous-développement produisant des inégalités insoutenables. En cette année 1992, 13 millions d'africains sont menacés de mort par la famine, et il n'est question que de sécheresse.

En vérité, ce sont les pays capitalistes développés qui ont une dette immense envers les pays pauvres, bien supérieure aux emprunts contractés et depuis longtemps remboursés, en raison du pillage auquel ils se livrent dans le Tiers Monde depuis des décennies.

Des solutions existent.

Après la pétition nationale sur l'annulation de la dette, l'action que nous avons menée autour d'elle a fait avancer les choses d'un pas significatif.

Depuis, outre la CGT, des associations d'immigration, des pays et certains chefs d'Etat des pays concernés s'en mêlent publiquement, comme Abdou Diouf, président du Sénégal. Ils demandent soit des arrangements, soit l'annulation pure et simple de cette dette.

Nous sommes sur la bonne voie.

Il nous revient d'établir et de renforcer nos relations syndicales avec les centrales de tous les pays d'immigration, du Tiers Monde pour soutenir et faire converger des bases de lutte aussi décisives que l'annulation de la dette et l'établissement de nouvelles règles de coopération pour amorcer un nouvel ordre économique.

Propositions d'action

- Continuer à informer, sensibiliser, mobiliser les travailleurs français et immigrés sur toutes ces questions de la dette et de la transformation du vieil ordre économique mondial.
- Saisir sous forme d'une lettre ouverte les principales institutions financières : FMI, CEE, Banque Mondiale du poids insupportable de cette dette, de la situation d'insolvabilité des pays qui la subissent, des conséquences sur la vie des milliers de victimes des peuples des pays du Tiers Monde et exiger son annulation.
- Saisir l'ONU, l'UNESCO dans le même esprit que les institutions financières mondiales, en insistant sur les questions du développement et une vraie démocratie.
- Saisir particulièrement le gouvernement français : une lettre ouverte, une question au débat à l'Assemblée Nationale afin d'exiger de l'Etat français l'annulation de la dette, le plan Marschall pour aider au développement, à la construction industrielle de ces pays longtemps saignés à blanc, marginalisés sur tous les plans par les puissances d'argent dont la France.

Samuel Bitanga

A la découverte du métissage en 1992 L'Afrique est aussi ce continent qui doit être pris en compte dans le V^e centenaire de la découverte de l'Amérique. L'Afrique n'est-elle pas la matrice du monde d'aujourd'hui, celui du métissage ?

Nous, nous voulons rendre hommage au continent africain. C'est là notre défi face à ceux qui veulent seulement tenir compte de l'Europe et de l'Amérique.

Et en parlant de l'Afrique, c'est la Caraïbe toute entière que nous allons honorer.

Pour cela, l'Association Art Nouveau Paris France Caraïbe, après une expérience très enrichissante de conférences - débats aux comités d'entreprise de la SNECMA sur : "Il ne manquait plus que l'Amérique" - "1492-1992 quel bilan ?" - "le V^e centenaire pourquoi faire ?" veut continuer ces rencontres avec le monde du travail et de l'immigration.

Par ailleurs, nous informons dès maintenant que l'Association Art Nouveau Paris France Caraïbe*, avec le soutien de la Confédération CGT, organise en mai et juin une journée spéciale sur "la découverte du métissage 1992" en région parisienne.

Délia Blanco

*. Ces artistes se produiront lors de la 7^e Conférence

Não ao Racismo e à Xenofobia Na Europa. Em toda a Europa cresce a onda racista, xenofobia e intolerância em relação aos imigrantes e às comunidades estrangeiros em geral. Tornam-se mais frequentes os comportamentos e argumentos racistas, sucedem-se as agressões e a violência de grupos organizados e dirigidos por neo-nazis e por partidos de extrema direita, que, encorajados pela crise económica e pela recessão, pelo aumento do número de imigrantes provenientes do hemisfério sul e do leste e pelo aumento do desemprego dos trabalhadores europeus, aparecem cada vez mais à luz do dia.

Na Alemanha, na França, na Inglaterra, na Áustria e no Luxemburgo e noutros países europeus multiplicam-se as discriminações, os ataques físicos e mesmo os crimes. Em recentes eleições avançaram mesmo na Áustria e na Bélgica os partidos de extrema-direita e a perspectiva e também infelizmente semelhante em França.

Face a esta escalada, é indispensável e urgente alertar e mobilizar a opinião pública para pôr cobro a esta grave situação.

O Movimento sindical tem neste plano um papel insubstituível. Partindo-se por valores de solidariedade em oposição à discriminação e internacionalismo em oposição à discriminação retrogrado os trabalhadores e os sindicatos devem mobilizar-se contra esta arrogância neo-fascista.

A CGTP-IN associa-se à grande jornada europeia do 21 de março de 1992, dia internacional das Nações Unidas contra o racismo e a discriminação.

Em Portugal nesse mesmo dia organizamos grandes manifestações nacionais nas quais, entre outros temas, diremos ao racismo e à xenofobia no continente Europeu.

Joaquim Fernandes

Responsable Secteur Migrations CGTP

قیباله یه یه لومنت ریتا ؤ بهیولا قه بلسا ؤ مینا ؤ لقنا بده نه انلمفت لطفه و لیا قه عهف
 قه لسمتا ؤ یه بعا رگ لسمتا رسا لئا قه بلسه نه مئمتد لئا هیف نلش کا لمه ؤ . رلغشلا قه لعا
 اعدلمت عهشی رینا ؤ لبعه ؤ لسنه ؤ هشیعت رینا رلغشلا انه ریه لیس کا نی به لهما ؤ ؤ بهیول
 قه بعاله ؤ بهه رله لئا نا کا لئه لنعی کا د رشیموئا ؤ دلحقا کا رالشا رلغشلا ؤ قه بعلما
 ریه قه لعا قه بلما ؤ سه ب نلسمتا نا ؤ ریسفا ممتبما نه اهنجی کا د نهج نی به لهما لیلفه
 ؤ بهیولا هنه
 رقیبلمت وه مق لفتاب هنت قه لئا ت لئا ریه ل سوت لئا نی به لهما سوت ریتا رلغشلا نا
 لئعت لهما لنتت رهد ریتا رگ لسمتا مهانه لئعا ؤ ریلصا لولاش ریه تشیبتسلا ؤ بهه لعه
 سفیشت هه بی لومیدت ؤ قه لمتبکا لئسلا رله لئفا نا لیلج ؤ بی رلغشلا هنه ریه
 ؤ ت . و . ر . د : لئتملفنه نه یعت ؤ ریلقنا رالغشلا

Sendika CGT ji bona pirsên karkerên biyani Konferasek
 Notewî ya 7'an li Montreuil di rojên 11 û 12 Heziranê da gazîya
 hemû karkerên û nûnerên CGT û gazîya şexsiyotên politik dika.
 Amade kirina ve Konferansa CGT ji bona pirsgrêta
 karkerên û ji bona raberîna wan pirsan , ji bona hekirîna wan
 pirsgrêkan Konferaseki amade dika.
 Ji bona ku em karibin bersivêk bidin wan pirsgrêkan hanê
 Karker dikarin wan pirsgrêkan hane digel nûnerên CGT
 kîse bikin.
 Yekîtîya hêzên karkeran û tekoşîna wan, ji bona jiyaneke
 nîj çêtir, pêwîstê koordinayekî di navbera karkeranda bû
 avakirin.
 Ji bona bi reweberîna wan ramanên hanê, pêwîstê di nava
 karkerên biyani da bû belav kirin û pêşve birina wê bi parastina
 wan fikrên hane serkêrtina wan mimkîne.
 Ji bona dest xistina mafên aborî û civakî di rezên CGT'da
 tekoşîn bikin.
 Li dijî nijadperestî û Nazîzmê û li hember pêşve birina wan
 fikrên hane, pêwîstê hemû karkerên biyani û Fransayî hêzên
 xwe bikin yek û tevî CGT li hemberî wan rawestin.
 Li hemberî pêşve birina wan fikrên nijadperestiyê, Karkerên
 Kurd û Türk li hemberî fikrên dijmanîtiya biyaniya, di rezên
 CGT'da bibin yek û tekoşîn bikin.
 Hûn dikarin sendikayên cihê karên xwe damezrînin û bi
 damezrandina sendikayê dikarin mafên xwe pêşve bibin.
 Ji aliyê CGT'ya bi navê "L a Tribune de l'immigration"
 Datgeha Biyaniya de kovarek mehlî tê çapkirin û hûn dikarin
 bersivê pirsgrêkan xwe di kovara CGT'da bibinin.
 Ji bona pirsên xwe, ji bona mafên aborî, civakî û demokratîk
 hêzên xwe di CGT'da bikin yek.
 Bibin endame CGT

Endamê seksiyona biyani CGT HESEN DERSIMÎ

CGT sendikasinin Yabancılarla ilgili düzenlediği 7 Ulusal Konferans
 Montreuil'de 11-12 Haziran 1992'de bütün yabancı işçi dâneslerini ve
 CGT işyeri temsilcilerini ve politik şahsiyetleri düzenlediği konferansa
 davet ediyor.
 CGT'nin düzenlediği bu Konferans Fransa'da bulunan işçilerin karşılaştığı
 sorunları tartışmak ve bu sorunlara birlikte çözüm bulmak için bu
 konferansı organize etmektedir.
 Bu sorunlara cevap verebilmek için
 Bu konferansta işçiler CGT'li sendikacılar ve temsilcileri ile bu
 sorunları tartışabilirler.
 İşçilerin güçlerinin birleştirilmesi ve mücadelesi,
 Daha iyi bir yaşam için işçilerin arasında bir koordinen sağlanması ve
 mücadele birliğinin sağlanması
 İşçilerin sosyal hakları ve demokratik istem ve taleplerinin kazanılması
 için CGT'de mücadele etmektir.
 Daha çok cesaretili adımlarla bu sorunlara çözüm bulmak ve
 örgütlenme fikrinin göçmen işçilerin arasında yaygınlaştırılması ve
 geliştirilmesi ile mümkündür.
 CGT'nin çalıştığını ağırlıkta ücretlerin artırılması, iş ve sosyal
 hakların korunması, çalışma ve sağlık şartlarının daha da iyileştirilmesi
 için CGT'nin çalıştığını ağırlıkta mücadele etmektedir.
 İşçi sınıfının ideolojisinin yaygınlaştırılması ve etkinleştirilmesi için bir
 bütün olarak işçi sınıfının örgütlenmesinin geliştirilmesi şarttır.
 Avrupa'da ve Fransa'da artan ırkçılığa ve hortlatılmak istenen nazîzme
 karşı örgütlenmek ve tüm bunları ağırlıkla mücadele için CGT'nin çalıştığını
 ağırlıkta örgütlenmek ve güçlerini birleştirmektir.
 Fransa'da yaşayan Kürt ve Türk işçileri haksızlığa ve geliştirilmek istenen
 yabancı düşmanlığımıza karşı, işçi sınıfının sendikası olan CGT, nin
 safalarında örgütlenerek bu ideoloji ve akımları ağırlıkla
 işyerilerinizde işyeri sendikasını kurarak sosyal haklarınızı
 geliştirebilirsiniz.
 CGT sendikasinin çıkardığı La Tribune de l'immigration "Yabancılar
 Mahkemesi" adlı aylık yayın organında CGT sendikasinin sorumlusu
 olan A. OBADIA ve A. VERONESI'nde belirttiği gibi bu sorunlarınızın
 çözümünü konferansta yetkili sendikacılarla ve temsilcileri birlikte çözüm
 bulabilirsiniz.

CGT Göçmen İşçiler sektörü üyesi HASAN DERSİMİ

Débat et Solidarité active

La journée d'étude "immigration" du 20 mars 92, organisée par l'Union régionale avec le soutien de la Fédération nationale des travailleurs de la Construction, fut intéressante à plus d'un titre.

En effet, même si on peut déplorer le nombre peu élevé des participants (seulement 50 camarades représentant une vingtaine de syndicats ont pris part à la discussion), le débat n'a souffert aucune concession. Tous les points relatifs à la question de l'immigration, dans l'entreprise comme à l'extérieur ont été abordés avec franchise, passion, parfois avec rudesse, dans un esprit contradictoire mais constructif

Ainsi donc, plusieurs camarades, français et immigrés, ont fait part de leurs expériences, de leur vécu, des problèmes qu'ils rencontrent dans leur quotidien mais aussi des succès arrachés par des luttes, parfois très dures. Ils ont pu exprimer leur conception, leur avis sur la question de la solidarité de classe entre travailleurs français et immigrés. Comment elle s'exprime sur le terrain : parfois totale, parfois arrachée, parfois défaillante... Bref, la réalité dans toute sa nudité. Des jeunes ont donné leur avis sur la question de l'immigration. Ils insistent, jeune expérience oblige, sur l'identification de l'ennemi principal des travailleurs : le patron. Ils découvrent qu'il est difficile d'extraire le problème de l'exclusion et du racisme du contexte économique actuel.

D'autres questions plus précises mais plus complexes ont été "frôlées" dans le débat, notamment les raisons des flux massifs des travailleurs du tiers-monde vers les pays développés, vers la France plus particulièrement, la question de l'aide et de la coopération internationale, l'Europe de 93 et, plus proche de nous, la question de l'éligibilité des travailleurs immigrés dans les élections prud'homales (une revendication qui se concrétise par une pétition qui recueille de plus en plus de signatures). Enfin, le souci de l'ensemble des participants reste la revitalisation du travail sur le



terrain, tout en insistant sur l'idée que la prise en compte des problèmes spécifiques dans l'action revendicative ne peut que renforcer la syndicalisation et la place de la CGT dans toutes les catégories socio-professionnelles.

L'apport d'une telle réflexion théorique pour le renforcement du travail pratique appelle à la participation effective, non seulement, de tous nos militants, mais également du plus grand nombre de salariés. C'est là le gage d'une véritable avancée sociale pour la conquête (ou la reconquête) de nos droits et acquis aujourd'hui supprimés ou sur le point de l'être.



L'intérêt d'une telle rencontre est avant tout l'expression concrète, toute simple des travailleurs à travers leurs riches expériences, tant sur le plan professionnel que sur le plan privé, qui donne aussi au débat un sens, une dimension empreinte de vérité.

Suite de l'article p. 19

Mobilisation

Depuis le mois d'octobre passé, la commission *Immigration* de l'UD du Rhône 'qui s'est réunie chaque mois) a eu pas mal de pain sur la planche.

Après avoir préparé une intervention pour le Comité Général du mois de novembre 91 et, tenant compte de l'intérêt manifesté par les militants, un courrier *Spécial Immigration* était adressé à chaque syndicat. Ce courrier comprenait, outre l'intervention citée, un argumentaire sur la "dette" avec pétitions pour son annulation, un document intitulé mensonges et vérités, un bulletin d'abonnement à la "*Tribune de l'Immigration*" et deux modèles de tract à distribuer aux travailleurs suite aux déclarations racistes du Front National sur les 50 mesures.

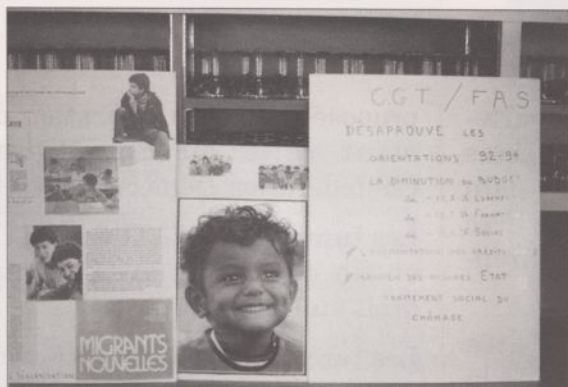
Parallèlement, lors d'une réunion de la CRIPI (FAS) une motion condamnant ces propos et demandant à M. Bianco d'intervenir auprès du gouvernement était présentée par les représentants de la CGT et adoptée à l'unanimité par tous les participants. Puis les membres de la commission commençaient à préparer la journée du 21 mars et celle du 25 janvier 92.

Le 25 janvier, malgré la proximité du 44^e Congrès de la CGT, un car CGT est parti de Lyon pour la grande manifestation anti-raciste et pour les droits de l'homme. Dans la préparation ressortait le souci de la part des militants de bien insister sur les causes du racisme, de lier cette manif aux problèmes généraux de l'emploi et en les faisant exprimer en nombre, par exemple, comme aux TCL qui étaient en grève à cette époque.

Le 21 mars, un objectif ambitieux de 50 débats était prévu, mais bien qu'il n'ait pas été atteint, plusieurs ont été réussis et le jour du 21 mars,

au cours d'une expression publique adaptée à la situation (nous étions à la veille d'échéances électorales) un nombre très intéressant de camarades était réuni autour d'une projection débat organisée conjointement avec le MRAP.

La qualité du débat fut excellente. Était-ce du fait de certains participants (entre autres notre ami Jean Bellanger) ou d'une bonne sensibilisation des participants ? Toujours est-il que chacun est reparti cet après-midi là convaincu que le racisme approfondit les inégalités sociales et qu'il faut bien toujours remonter aux causes pour comprendre ce qui se passe. Au passage regrettons encore que le gouvernement n'ait pas cru bon de reconnaître le 21 mars : "*Journée nationale*".



d'être élus conseillers prud'homaux ne cessa d'être signée tout au long du parcours, nous dirons avec facilité, tant l'injustice dont le gouvernement fait preuve envers nos camarades est flagrante. Un fait pour l'illustrer : une femme sur le parcours de la manif, à qui nous proposons la signature, voulut savoir avant de signer ce qu'il en était exactement en demandant force détails. Dix minutes après, scandalisée par la discrimination qui frappe les immigrés, elle signait en disant : "*J'en parlerai autour de moi, c'est injuste*".

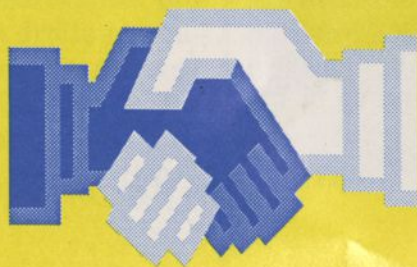
Et nous arrivons à la préparation propre de la 7^e Conférence pour laquelle l'objectif de 20 participants pour le Rhône a été fixé. A ce jour, une dizaine est déjà mandatée.

Suite de l'article p. 19

LA PLACE DE L'IMMIGRATION



Dans la CGT



on en débat